

ensuite dans les mesures fiscales qui visent directement les citoyens.

● (2100)

Il faut en tenir compte et voir les choses comme elles sont. De nombreux Canadiens pensaient, j'en suis sûr, que certaines de ces promesses se matérialiseraient et, mais nous n'avons pu les retrouver dans aucun des programmes proposés, nous avons vu le gouvernement se détacher de la libre entreprise et épouser les principes de nos amis de gauche, les socialistes. Nous avons commencé à nous demander si nous avions affaire au parti libéral du Canada, au Nouveau parti démocratique du Canada ou au parti libéral-démocrate.

Les députés d'en face ont dit que ce bill répondait aux besoins du monde des affaires et des simples citoyens. Permettez-moi de porter à votre attention une déclaration des députés d'en face qui donne une bonne idée de leur politique économique. Les députés de l'arrière-ban l'ont citée dans les discours qu'ils ont faits un peu partout et j'en ai des extraits qui sont parus dans les journaux. Le ministre des Finances et ses députés de l'arrière-ban qui sont de plus en plus embarrassés ont dit que le gouvernement avait une politique économique étapiste. Je me suis permis pendant l'heure du souper de chercher la signification du mot étapisme, et je renvoie tous les députés à la nouvelle édition du vocabulaire de l'économie de Roget. Voilà ce que le ministre des Finances propose en adoptant une politique étapiste. D'après la définition du dictionnaire de l'économie, voici quelques mots qui donnent la même idée qu'étapisme: paresseux, d'allure lente, à petits pas, au petit trot, ralentissement, freinage, ralenti, lenteur. C'est ce que nous trouvons dans le bill que la Chambre étudie aujourd'hui, le ralenti et le petit trot. C'est un bill paresseux et le ministre avance à petits pas avec la population du Canada.

Le ministre dit que même s'il a promis de s'efforcer de maintenir le taux de croissance des dépenses du gouvernement aussi bas que celui du produit national brut—ce sont ses paroles et aussi celles du premier ministre—il se trouve en fait que le produit national brut du Canada n'a augmenté que de 11.1 p. 100. Mais quelle a été la croissance des dépenses du gouvernement après le dépôt du budget et depuis le peu de temps que le ministre des Finances occupe ce poste? Je rappelle au ministre que les dépenses du gouvernement se sont accrues de 12.8 p. 100.

Si le gouvernement continue à dépenser 25 p. 100 de plus qu'il ne perçoit chaque année, il n'a qu'un moyen de trouver les fonds nécessaires, les impôts. Le gouvernement tâche par tous les moyens d'arracher au régime de libre entreprise les investissements des multinationales au Canada. En fait, il décourage les Canadiens d'investir au Canada et il chasse les derricks hors du pays. Ils font la queue à la frontière. Les investisseurs canadiens sont prêts à dépenser jusqu'à \$200,000 pour faire traverser la frontière à un derrick. Les derricks traversent la frontière à la cadence de 70, 80 et 90, et on prévoit qu'il y en aura très bientôt plus de 100. Cela coûte des emplois au Canada. Chaque fois que nous perdons un emploi au Canada et chaque fois qu'un travailleur n'a pas de paye à ramener chez lui, je dis au ministre des Finances qu'il ne s'est pas acquitté de ses responsabilités, qu'il n'a pas réussi par son budget à obliger ses collègues du cabinet à présenter des mesures créatrices d'emplois.

Impôt sur le revenu—Loi

Qu'est-ce que le premier ministre a dit lorsqu'il était chef de l'opposition? Il a promis aux Canadiens qu'il négocierait un prix raisonnable avec les provinces de l'Ouest et que, par voie de négociation, il contiendrait l'augmentation du prix de l'essence à moins de 14c. le gallon. J'ai acheté de l'essence cette semaine et je me suis aperçu qu'elle avait augmenté de 50c. en un an.

Qu'a promis le ministre de l'Industrie et du Commerce aux Canadiens pendant sa campagne électorale? Il a dit que s'il faisait partie du cabinet, il démissionnerait si les taux d'intérêt dépassaient le niveau qu'ils avaient atteint sous le gouvernement conservateur. Que s'est-il passé? Les taux d'intérêt ont augmenté de 39 p. 100. Le ministre des Finances a présenté son budget le 28 octobre, il y a deux mois et demi, et quelle a été la réaction du ministre de l'Industrie et du Commerce? A-t-il démissionné? A-t-il tenu la promesse faite aux Canadiens, à savoir que si les taux d'intérêt dépassaient le niveau qu'ils avaient sous le gouvernement conservateur—14 p. 100 à l'époque—il démissionnerait?

Quels taux d'intérêt le petit exploitant est-il obligé de payer aujourd'hui parce que le ministre des Finances a refusé de proposer une mesure fiscale susceptible d'inciter les hommes d'affaires à poursuivre leurs activités et les agriculteurs à rester sur leurs fermes? Il en oblige 2,000 par an à déposer leur bilan. C'est le chiffre de l'an dernier pour l'Ontario uniquement. Dans le secteur de la petite entreprise, il y a eu plus de 5,000 faillites au Canada. Que représente le secteur de la petite entreprise pour notre pays? Que représente-t-il pour le gouvernement qui fait tout son possible pour augmenter les impôts de façon à absorber ses dépenses excessives?

Le gouvernement refuse absolument de restreindre la bureaucratie. Lorsque les conservateurs étaient au pouvoir, ils ont pris des mesures importantes en vue de comprimer la Fonction publique. Que s'est-il passé depuis que le gouvernement actuel est revenu au pouvoir? Les libéraux avec l'appui des socialistes qui se trouvent à ma gauche, ces libéraux-démocrates, ont permis à la Fonction publique de s'accroître au détriment du secteur privé. Ce que fait le gouvernement, en fait, c'est dissuader la libre entreprise. Il consacre toute son énergie au secteur public et pousse les hommes d'affaires dynamiques et les adeptes de la libre entreprise à quitter le Canada pour d'autres régions du monde où ils pourront gagner leur vie sans être écrasés par un gouvernement qui laissera la place au régime de libre entreprise.

Rien n'est plus grave que de voir s'effriter un système que nous, Canadiens, avons appris à respecter et à apprécier. Cela m'a déprimé de voir les députés libéraux de l'arrière-ban retourner dans leur circonscription pendant les vacances de Noël, regarder leurs électeurs dans les yeux et leur dire: «Vous n'avez pas besoin de crédit d'impôt à l'énergie, ni d'un programme de déduction des intérêts hypothécaires, pas plus que d'une déduction des taxes foncières, et vous n'avez nul besoin des concessions prévues dans la politique énergétique que nous avons proposée avec succès en imposant la clôture à la Chambre des communes».

Je prédis que beaucoup de députés de l'arrière-ban libéral ne seront pas réélus aux prochaines élections fédérales. Sur les instructions de leur chef, ils ont eu la prudence de ne faire que quatre promesses aux Canadiens et aux provinces pendant la dernière campagne électorale et ils n'en ont pas tenu une seule.